

# Décret sur les personnes à risque de développer une forme grave d'infection au virus SARS-CoV-2






Décret n° 2020-1365 du 10 novembre 2020

Les **salariés vulnérables placés en position d'activité partielle** en application des deux premiers alinéas du I de l'article 20 de la loi du 25 avril 2020 susvisée sont ceux répondant aux deux critères cumulatifs suivants :

## 1 Etre dans l'une des situations suivantes :

- Etre âgé de **65 ans et plus** ;
- Avoir des **antécédents (ATCD) cardio-vasculaires** :  
hypertension artérielle compliquée (avec complications cardiaques, rénales et vasculo-cérébrales), ATCD d'accident vasculaire cérébral ou de coronaropathie, de chirurgie cardiaque, insuffisance cardiaque stade NYHA III ou IV ;
- Avoir un **diabète** non équilibré ou présentant des complications ;
- Présenter une **pathologie chronique respiratoire** susceptible de décompenser lors d'une infection virale : (broncho-pneumopathie obstructive, asthme sévère, fibrose pulmonaire, syndrome d'apnées du sommeil, mucoviscidose notamment) ;
- Présenter une **insuffisance rénale chronique dialysée** ;
- Etre atteint de **cancer évolutif sous traitement** (hors hormonothérapie) ;
- Présenter une **obésité** (indice de masse corporelle (IMC) > 30 kgm<sup>2</sup>) ;
- Etre atteint d'une **immunodépression congénitale ou acquise** :
  - Médicamenteuse : (chimiothérapie anticancéreuse, traitement immunosuppresseur, biothérapie et/ou corticothérapie à dose immunosuppressive)
  - Infection à VIH non contrôlée ou avec des CD4 < 200/mm<sup>3</sup> ;
  - Consécutives à une greffe d'organe solide ou de cellules souches hématopoïétiques ;
  - Liée à une hémopathie maligne en cours de traitement ;
- Etre atteint de **cirrhose au stade B** du score de Child Pugh au moins ;
- Présenter un **syndrome drépanocytaire majeur** ou ayant un **antécédent de splénectomie** ;
- Etre au **troisième trimestre de la grossesse** ;
- Etre atteint d'une **maladie du motoneurone, d'une myasthénie grave, de sclérose en plaques, de la maladie de Parkinson, de paralysie cérébrale, de quadriplégie ou hémiplégié, d'une tumeur maligne primitive cérébrale, d'une maladie cérébelleuse progressive ou d'une maladie rare**

## 2 Ne pouvoir ni recourir totalement au télétravail, ni bénéficier des mesures de protection renforcées suivantes :

- **L'isolement du poste de travail**, notamment par la mise à disposition d'un bureau individuel ou, à défaut, son aménagement, pour limiter au maximum le risque d'exposition, en particulier par l'adaptation des horaires ou la mise en place de protections matérielles ; 
- **Le respect, sur le lieu de travail et en tout lieu fréquenté par la personne à l'occasion de son activité professionnelle, de gestes barrières renforcés** : hygiène des mains renforcée, port systématique d'un masque de type chirurgical lorsque la distanciation physique ne peut être respectée ou en milieu clos, avec changement de ce masque au moins toutes les quatre heures et avant ce délai s'il est mouillé ou humide ; 
- **L'absence ou la limitation du partage du poste de travail** ;
- **Le nettoyage et la désinfection du poste de travail** et des surfaces touchées par la personne au moins en début et en fin de poste, en particulier lorsque ce poste est partagé ; 
- **Une adaptation des horaires d'arrivée et de départ** et des éventuels autres déplacements professionnels, compte tenu des moyens de transport utilisés par la personne, afin d'y éviter les heures d'affluence ; 
- **La mise à disposition par l'employeur de masques de type chirurgical en nombre suffisant** pour couvrir les trajets entre le domicile et le lieu de travail lorsque la personne recourt à des moyens de transport collectifs. 



### L'activité partielle

**Sous réserve que les conditions de travail de l'intéressé ne répondent pas aux mesures de protection renforcées définies ci dessus, le placement en position d'activité partielle est effectué à la demande du salarié et sur présentation à l'employeur d'un certificat établi par un médecin.**



Ce certificat peut être celui délivré pour l'application du [décret n° 2020-521 du 5 mai 2020](#) définissant les critères permettant d'identifier les salariés vulnérables présentant un risque de développer une forme grave d'infection au virus SARS-CoV-2 et pouvant être placés en activité partielle au titre de l'[article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020](#) de finances rectificative pour 2020.


### En cas de désaccord



Lorsque le salarié est en désaccord avec l'employeur sur l'appréciation portée par celui-ci sur la mise en œuvre des mesures de protection renforcées mentionnées au 2° de l'article 1er du présent décret, il saisit le médecin du travail qui se prononce en recourant, le cas échéant, à l'équipe pluridisciplinaire de santé au travail. Le salarié est placé en position d'activité partielle dans l'attente de l'avis du médecin du travail



### Références

-  Décret n° 2020-1365 du 10 novembre 2020 pris pour l'application de l'article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020